

Repenser le développement : Explorer les conceptions alternatives dans le monde

Débats du Forum 2012 de l'AWID

Les cahiers de l'IDeA n° 2, 2013

Éditorial	1
Différents modèles et stratégies de développement revisités Par Natalie Raaber et Alejandra Scampini	3
Se mobiliser pour l'autonomisation économique des femmes : accès aux ressources et principes pour le changement Contribution de Just Associates (JASS)	7
L'accès aux ressources communes : récits d'organisations et de mouvements de femmes en Inde Adapté de la présentation de Soma Kishore Parthasarathy	11
Les expériences d'autonomisation économique des Indonésiennes chefs de ménage Adapté de la présentation de Nani Zulminarni	13
Les expériences de mobilisation communautaire des Kenyanes : l'accès aux terres dans un contexte de VIH/sida Adapté de la présentation d'Esther Mwaura-Muiru	15
Survol des soulèvements populaires arabes : du Printemps arabe à un moment révolutionnaire passager Par Ghadeer Malek	18

Éditorial

Alejandra Scampini

Entre 2009 et 2011, l'AWID a travaillé avec ses partenaires pour analyser les multiples incidences de la crise systémique sur les femmes. Ce travail explorait en quoi la crise, qui a explosé en 2008, ne faisait que s'ajouter à la longue liste de signes pointant vers l'incapacité du modèle néolibéral d'aborder la pauvreté et l'inégalité. Nous avons vu que les réponses à la crise ne faisaient que colmater les brèches du système à l'intérieur du paradigme, plutôt que d'aborder les déficiences de ce dernier. Quels paradigmes ou approches alternatives en matière d'économie politique permettraient de faire passer les droits humains avant les profits ?

La voix de l'AWID s'est ajoutée à celles des mouvements, réseaux et campagnes s'efforçant de résister au système dominant, fondé sur l'accumulation et l'épuisement, afin d'amorcer un processus de collaboration avec des activistes féministes du monde entier. Dans le cadre de ce travail, l'AWID a appuyé la systématisation et la compréhension des alternatives au système géopolitique et économique actuel, en accordant une importance particulière à la perspective des femmes et des mouvements féministes. Le travail de ce groupe a donné lieu à une première contribution, lancée lors du 12^e Forum international de l'AWID en avril 2012 (le Forum 2012 de l'AWID).

L'AWID a organisé le Forum 2012 de l'AWID autour du thème *Transformer le pouvoir économique pour faire avancer les droits des femmes et la justice*, dans un contexte fortement marqué par l'aggravation de multiples crises convergentes. Lors du Forum 2012 de l'AWID, plusieurs débats ont analysé les crises à travers le prisme du féminisme ou des droits des femmes. Par exemple, on a abordé le rôle des marchés financiers dans l'affaiblissement des économies des

pays développés. Les débats ont aussi donné lieu aux témoignages de Guatémaltèques autochtones au sujet du phénomène d'accaparement des terres promu par la spéculation financière ou causé par le modèle agro-industriel. Le **modèle de développement "extractiviste"** figurait aussi au cœur des débats : l'extraction de minerais et de ressources naturelles partout dans le monde érode et détruit la nature et les moyens de subsistance durables pour les femmes et les hommes.

Dans ce contexte, le Forum 2012 de l'AWID offrait une séance de deux jours de débats approfondis autour du thème "Repenser le développement : explorer les conceptions alternatives dans le monde". Raquel Romero de Bolivie a parlé du processus de l'État de Bolivie, maintenant plurinationnel, et de l'apport des mouvements paysan, autochtone et de femmes, qui ont amené de nouvelles propositions contestant le système néolibéral. Romero a également mis en avant des nouvelles propositions économiques, politiques, culturelles et sociales au modèle néolibéral. Par ailleurs, elle a fait l'exposition des défis actuels et des contradictions permanentes issus des pressions économiques internes et externes qui proviennent de l'insertion de la Bolivie dans le système économique mondial politique. La nouvelle constitution bolivienne, l'inclusion de droits collectifs et territoriaux, les droits de la Terre nourricière et la participation active des peuples autochtones doivent faire face aux demandes en matière de ressources naturelles provenant d'économies établies et d'économies nouvelles, fortes et émergentes. Malgré ces contradictions, le public et les panélistes ont reconnu le mérite des processus de transformation en Bolivie ainsi qu'en Équateur, du fait qu'ils constituent une rupture symbolique avec l'approche libérale et capitaliste au développement. Comme le profes-

seur Boaventura de Sousa Santos l'a exprimé dans le débat : **"nous avons maintenant de nouveaux concepts, nous avons le concept du Bien-Vivre ; le droit de la nature, la Pachamama ; la légalisation des terres communes ; nous avons de nouveaux concepts pour participer à ces débats"**. Il s'est ensuite tourné vers l'autodétermination comme idée permettant d'imaginer de nouveaux savoirs, sociétés, institutions et structures.

Cette discussion illustre bien l'esprit de la séance approfondie : *créer un espace pour échanger de nouvelles propositions et visions ainsi que pour contester les idées reçues collectives*. L'AWID a ouvert l'espace pour la tenue de nouvelles discussions : à quoi ressemblerait l'alternative ? Quelles sont les perspectives, analyses et contributions féministes à ces débats ? Quels nouveaux concepts ou cadres ont été proposés ? Comment pouvons-nous inclure des discussions sur le bonheur et le bien-être tout en essayant de transformer le pouvoir économique et de nous approcher d'un monde meilleur ?

Les auteures des deux numéros des Cahiers de l'IDeA ont fait connaissance pour amorcer leur travail en collaboration et pour engendrer le débat autour des questions suivantes : quel développement et pour qui ? Quels ont été les processus et expériences générés dans les multiples contextes, de l'État officiel aux cultures autochtones ?

Pendant la séance approfondie, nous avons ouvert le débat avec Diane Elson et Gina Vargas en donnant une place centrale au concept de développement, tout en soulignant que ce concept est encore aujourd'hui très lié à une façon de penser le bien-être et les modes d'existence qui restent occidentaux, capitalistes et coloniaux. Le concept de développement est également très lié à une approche instrumentale et quantitative se manifestant dans les politiques et les pratiques du développement dans le monde entier.

Cependant, nous voyons la situation changer : de nombreuses critiques importantes au modèle de développement et l'apparition de nouveaux débats nous amènent ***au-delà du modèle de développement linéaire moderne***, comme disait Vargas. Les contributions féministes à ces débats se sont avérées d'une importance cruciale.

La seconde partie de cette séance approfondie portait sur les stratégies de résistance locales. Nous nous sommes donc tournés vers les pratiques alternatives issues de différents contextes : l'agroécologie au Brésil ; les propositions pour la souveraineté alimentaire en Amérique latine ; l'économie solidaire ; les stratégies de transition dans le cadre du mouvement de décroissance en Europe ; l'autonomisation des femmes chefs de ménage en Indonésie ; la résistance contre l'accapement des terres en Inde. Les expériences présentées dans cette publication forment un bon point de départ qui permettra ensuite d'explorer davantage

les leçons tirées, les similitudes et les possibilités d'action collective.

La discussion sur les stratégies et les approches alternatives au modèle actuel devrait davantage tenir compte des propositions progressives, notamment : leur condamnation de "l'extractivisme" comme force motrice des économies nouvellement émergentes, l'omniprésence des multinationales et l'influence des entreprises dans nos sociétés et nos démocraties. Nous devrions nous poser les questions suivantes : surmonter le modèle néolibéral exigerait quel genre d'État ? Quelles institutions ? Comment nous éloigner des approches coloniales au développement ? Quelles transformations sont désirables et possibles ? Quel est le rôle et quelles sont les contributions des mouvements féministes à cet égard ?

Autant d'interrogations auxquelles nous ne prétendons pas répondre ici. Cependant, l'AWID espère faire avancer la discussion à l'échelle du mouvement de façon à jeter la lumière sur de nouveaux sentiers et stratégies de transition ; sentiers qui nous mèneraient à l'édification de multiples alternatives, de nouvelles sociétés et de nouvelles façons de nous organiser sur le plan économique, culturel et politique. Le paradigme du bien-être présenté par Romero et l'expérience de la décolonisation et des projets de "dépatriarcalisation" nous fournissent un cadre dans lequel penser les expériences de bien-être depuis d'autres contextes, identités et situations.

Ce second numéro des Cahiers de l'IDeA expose les idées principales de certaines présentations tenues dans le cadre de "Repenser le développement : explorer les conceptions alternatives dans le monde". Le présent numéro se veut complémentaire au premier numéro publié en mars 2012. Les articles jettent un regard critique sur le modèle de développement dominant de façon à chercher des stratégies de transformation en parallèle et au-delà du modèle de développement fondé sur la croissance et la recherche du profit. L'emploi du terme "alternatif" constituait un des premiers problèmes rencontrés. Cela dit, plutôt que de rester bloquées sur la définition du terme, nous nous sommes plutôt tournées vers l'esprit du groupe et de la discussion, afin de nous centrer sur les différentes positions politiques transformatrices remettant en question le modèle actuel.

Nous espérons que ces articles contribueront à l'exploration de nouveaux sentiers à l'extérieur du modèle dominant. Ces sentiers sont issus du travail, de l'analyse et des visions des mouvements et activistes féministes et des droits des femmes, qui revendiquent depuis longtemps un monde démocratique, juste, libre de racisme et sans patriarcat.

Différents modèles et stratégies de développement revisités¹

Par Natalie Raaber et Alejandra Scampini

Résumé : Natalie Raaber et Alejandra Scampini explorent les différentes formes de résistance à la mondialisation néolibérale et capitaliste, ainsi que les façons dont les gens, les mouvements et les communautés s'efforcent d'édifier des sociétés viables. Cet article est issu des échanges ayant eu lieu lors de la séance approfondie intitulée "Repenser le développement : explorer les conceptions alternatives dans le monde" dans le cadre du Forum international de l'AWID 2012. La séance approfondie s'insérait dans le programme de recherche de l'AWID sur les incidences générées de la crise financière et économique de 2008 ainsi que les réponses féministes à celle-ci, notamment, l'élaboration de systèmes alternatifs. Raaber et Scampini visent à broser un panorama des perspectives exprimées lors de cette séance, en se centrant particulièrement sur des exemples concrets d'alternatives au modèle de développement dominant (et au sein de celui-ci). Ainsi, l'article vise à jeter un regard critique sur la validité du modèle de développement dominant, en soulignant, comme l'ont si souvent fait les féministes, son inaptitude à assurer les droits les plus élémentaires des peuples du monde et de l'environnement.

La vision du paradigme du Bien-Vivre propose d'élargir les libertés, les droits, les occasions et les capacités des êtres humains, des collectivités, des peuples et des sociétés. Il garantit la reconnaissance de la diversité et la recherche d'un avenir commun. Cela suppose une rupture conceptuelle de sorte qu'un nouveau cadre éthique pavera la voie à l'édification d'une société juste, libre et démocratique.
(Raquel Romero, Forum 2012 de l'AWID).

Explorer les débats entourant les conceptions alternatives au développement²

La séance approfondie intitulée "Repenser le développement : explorer les conceptions alternatives dans le monde" tenue au Forum 2012 de l'AWID visait à contribuer, dans une atmosphère ouverte et "décolonisée", à la discussion sur la contestation du modèle de développement dominant, d'une perspective féministe.

Les activistes et universitaires féministes s'efforcent de contester le projet de mondialisation néolibérale ou le modèle de développement dominant. Cela dit, elles le font depuis différents cadres, depuis différentes perspectives, de différentes façons et dans différents espaces. Elles ont ainsi pu générer une multitude de perspectives critiques sur le développement et des stratégies pour faire avancer la mise en œuvre d'alternatives.

Démonter le concept de développement : de quel développement parlons-nous ?

Le concept de développement est en crise, non seulement parce que ses ancrages sont coloniaux, mais

aussi parce qu'il a mené à de piètres résultats et qu'il s'est montré incapable d'aborder les besoins des gens et les droits humains.
(Gina Vargas).

Différentes visions du développement

Comme bon nombre d'activistes des droits des femmes, de groupes féministes et d'autres encore l'ont fait remarquer, la crise financière et économique de 2008 est une manifestation (parmi tant d'autres) de l'échec du modèle de développement dominant ; elle symbolise l'échec d'un système. Il est essentiel de démonter, d'analyser et de se confronter au concept de développement afin de réfléchir à la transformation sociale et aux visions alternatives en matière de développement et d'économie.

Le développement comme concept et comme processus est une construction contestée et dynamique. Il a été compris de différentes façons à différents moments et ses objectifs ont été souvent contestés. À différentes périodes de l'histoire, le développement se référait tour à tour à : un problème national ; au développement mené par les États, axé sur le contrôle du secteur privé, du commerce international et des investissements ; au développement néocolonial et néolibéral ; à la construction de nation, un modèle de développement centré sur la construction d'un pays au sein de processus de décolonisation. D'autres termes existent aussi, tels que développement communautaire, le développement local, le développement axé sur l'être humain et le développement durable.

En dépit des multiples façons dont le développement a été défini, son objectif a souvent cependant été la croissance économique, déro-

bant ainsi les concepts ou cadres potentiellement transformateurs de leur intention. Les débats sur le développement doivent examiner comment les droits humains des femmes (collectifs ou individuels) s'insèrent dans les différentes stratégies et approches au développement.

Le développement peut aussi être réfuté entièrement. Selon Gina Vargas, panéliste de la séance approfondie, le concept même de développement est "né du capitalisme et du patriarcat, menant aux fondamentalismes et aux autoritarismes de tous types"³. Vargas et d'autres participantes à la séance ont fait remarquer que les idées occidentales de "progrès" se sont infiltrées dans les constructions et les visions de la société, créant une vision hégémonique de l'économie et de la société. Par conséquent, cette notion de progrès invisibilise le savoir et les stratégies de nombreuses communautés, peuples et nations.

Il est également important de ne pas idéaliser les autres façons d'organiser la vie et de mettre en question la position des femmes dans n'importe quelle vision, modèle ou stratégie de développement.

Nous voyons ici que, bien que le développement puisse être compris d'une multitude de manières, la façon dont il est compris à un moment donné (et par la suite mis en œuvre) témoigne de la vision bien particulière des dirigeants quant à l'orientation d'une société, d'un pays et d'un peuple.

Indépendamment des multiples façons dont on a envisagé et mis en œuvre le développement, les femmes et les droits humains des femmes sont constamment marginalisés, mis à l'écart et instrumentalisés. Ainsi, les questions suivantes demeurent d'une importance capitale : "Dans quel genre de développement souhaitons-nous voir l'égalité des femmes et les droits humains des femmes se concrétiser ? De même, quel genre d'organe de développement ou d'organe économique favoriserait les droits humains des femmes ?".

Dans ce contexte, féministes et autres groupes se sont efforcés (et s'efforcent toujours) de bâtir des alternatives, autant à l'intérieur du système dominant (généralement en marge) qu'à l'extérieur de celui-ci. Ces alternatives sont ancrées dans les dynamiques et les politiques de tous les jours, dans le droit à la terre et au territoire et dans une façon de voir la vie et la société relevant de l'égalité et de la justice.

L'échec du modèle de développement dominant et du projet de mondialisation néolibéral

Pendant les années 1970, le développement s'est tourné vers le marché, le secteur privé et la libéralisation, ce qui a mené à la restructuration de la

gouvernance, du commerce et des investissements en faveur des multinationales.

L'obsession de l'efficacité fait aussi partie de la recette, ce qui fait que les coûts auparavant assumés par le secteur public étaient désormais transférés aux foyers, aux collectivités et tout particulièrement aux femmes et aux filles sous forme de pratiques soignantes non rémunérées. Cette obsession a aussi mené à la détérioration des droits, notamment des piètres conditions de travail pour les travailleuses et travailleurs du secteur du service (tandis que la sous-traitance de services aux compagnies privées menait bon train). Comme l'a fait remarqué Diane Elson pendant la séance approfondie, le développement et, par la suite, la citoyenneté relèvent maintenant de l'accumulation de richesses privées et de la consommation individuelle, notamment au sein des économies émergentes, ce qui a des incidences sérieuses sur l'environnement et sur ceux et celles qui ne correspondent pas au modèle. L'encadré 1 ci-dessous présente certains des principaux dangers pour l'humanité du modèle de développement dominant, selon le professeur Boaventura de Sousa Santos⁴.

Bien que la rhétorique sur l'égalité des genres ait réussi à intégrer l'agenda du développement, cela n'a pas donné lieu à l'égalité au sein d'un système juste, mais plutôt à des stratégies permettant d'inclure les femmes dans un modèle gouverné par le profit et la croissance. La façon dont la production, l'échange et la consommation sont organisés au sein du système dominant ne prend pas en compte les cycles de régénération de l'environnement ou de la reproduction sociale (comme l'indiquent les prémisses d'élasticité infinie de la reproduction sociale). Le cas est d'autant plus grave dans le modèle extractiviste de développement mis en œuvre dans bon nombre de pays du Sud, qui permet de recueillir des revenus et de créer et maintenir une élite économique. Dans ce modèle, les ressources naturelles sont extraites et exportées à des fins lucratives, détruisant ainsi des territoires et des modes de vie.

Le concept "d'économie verte" est la dernière manifestation de cette logique. En apparence préoccupée par la viabilité, l'économie verte demeure ancrée dans la logique du marché et du profit. Les ressources naturelles, notamment l'air, la terre et l'eau, sont perçues comme la prochaine frontière à la monétarisation, elles se voient assigner une valeur marchande et sont échangées ou exploitées.

Plus de trente ans après l'apparition du néolibéralisme, nous assistons au renouvellement de la discussion sur le développement. Alors que nous tentons de comprendre les incidences de la crise systémique sur les droits des femmes, les discussions sur les alternatives continuent d'être cruciales.

Encadré 1. Sept dangers pesant sur la communauté internationale

Lors de la séance approfondie, le professeur Boaventura de Sousa Santos a passé en revue les principaux dangers émanant du modèle de développement dominant et guettant la communauté internationale :

- Désorganisation de l'État
- La fragmentation et la déstabilisation de la démocratie
- L'absence d'un marché de l'emploi mondial : les travailleurs ne peuvent pas s'organiser de manière transfrontalière et le capital continue de régner en roi
- La marchandisation et commercialisation du savoir : la valeur du savoir est de plus en plus définie en fonction de sa valeur marchande
- La criminalisation de la dissidence et des protestations : par exemple, certaines Chiliennes ont été déclarées "terroristes" pour s'être opposées aux compagnies minières dans leurs collectifs et sur leurs terres
- Une nouvelle colonisation : la personne colonisée comme dangereuse, potentiellement perturbatrice, porteuse d'obligations, mais sans droits
- La destruction de la nature

Des alternatives de plus en plus nécessaires

Les façons de comprendre l'économie sont multiples, mais certaines questions s'imposent : que produisons-nous ? Qui le consommera et à quel endroit ? À quelle fin l'énergie est-elle produite et qui l'utilisera et en bénéficiera ? Commencer à définir la production et la consommation (ainsi que les déchets) en fonction du bien collectif, du patrimoine naturel et des droits humains – plutôt qu'en fonction du marché, de la croissance et du profit – pourrait nous mener à des points d'entrée pour commencer à bâtir un nouveau modèle de développement.

Certaines des conceptions alternatives présentées lors de la séance approfondie ciblaient des changements particuliers à apporter au système (en matière de consommation d'énergie, de soins ou de protection sociale, par exemple). D'autres propositions traitaient de manière plus générale la transformation du modèle de développement dominant dans son ensemble. L'objectif était cependant toujours d'échanger et de favoriser l'analyse critique sur une multitude de visions et de pratiques de remplacement proposées par les mouvements sociaux et les groupes féministes du monde entier. Alors que nous nous penchons sur ces alternatives, nous devons garder à l'esprit que, étant donné les différents niveaux de protection des droits fondamentaux dans les régions du monde, la lutte pour le changement du modèle de développement est définie dans certains cas par le besoin d'assurer la protection de certains droits déjà hautement protégés dans d'autres contextes.

Le professeur Boaventura de Sousa Santos et d'autres participants ont invoqué le concept d'autodétermination : le droit à l'autodétermination comme un appel à la transition et comme un espace de transition (plutôt que de parler de développement).

L'autodétermination, plutôt que le développement (qui est intrinsèquement lié au néolibéralisme et au capitalisme et teinté par des idées hégémoniques de modernité et de progrès) est ancré dans la participation démocratique, la collaboration et la réflexion, et ouvre un espace pour discuter et œuvrer à la décolonisation. Le concept ouvre la porte aux "épistémologies du Sud" ; ce savoir émanant des personnes marginalisées, négligées, invisibilisées et sapées de leur légitimité.

Le microcrédit a également suscité de vives critiques, lorsque celui-ci est employé au service du profit et qu'il opère à l'intérieur du système. En outre, le microcrédit a affaibli les droits humains des femmes. Les participantes ont souligné l'importance de trouver d'autres stratégies de mobilisation pour l'autonomisation économique et les droits humains des femmes, à partir du contexte indonésien. On a aussi discuté du concept de biens communs en tant qu'alternative, autant comme revendication que comme forme de résistance à la privatisation (notamment dans le contexte des pressions pour un capitalisme plus vert). Cela soulevait d'importantes questions quant à la terre et au droit des femmes à la terre. On a aussi mentionné le Bien-Vivre comme vision provenant de l'Équateur et de la Bolivie, ainsi que le concept de souveraineté alimentaire élaboré par Via Campesina. La souveraineté alimentaire est ancrée dans le droit aux aliments sains, adaptés aux particularités culturelles, produits de manière durable et dans le respect de l'environnement

La contribution des femmes et des mouvements féministes

Comme nous l'avons vu, le développement peut être perçu comme un processus historique, un discours ou un objectif en soi. Il peut aussi être vu comme une façon de rendre le monde homogène, ce qui doit être rejeté.

Les visions du développement sont aussi diverses que ses alternatives nombreuses. Ainsi, le nouveau modèle de développement (ou de "non-développement") doit tenir compte des besoins locaux et des particularités spatio-temporelles propres au contexte. Alors que ce projet politique avance, il se fait clair que le développement doit être défini selon nos modes de vies et valeurs, et non pas l'inverse.

Les féministes continuent de résister, de créer, de réinventer et de dénoncer ces problèmes malgré les critiques à leur endroit, si bien qu'il leur manque un ensemble cohésif. On cherche à définir la transformation à quoi, à quelle alternative. La transformation de manière générale comme la concrétisation de ce "quelque chose d'autre" est un processus, un processus long et contradictoire qui ne doit pas mener à l'adoption d'un seul nouveau modèle qui deviendrait lui-même hégémonique. Au contraire, il faut envisager un système qui permette et qui favorise, comme l'a fait remarquer Yvonne Underhill-Sem, différentes économies et visions, différentes façons d'interagir et de concevoir nos relations sociales, culturelles, politiques et environnementales.

Nous constatons également que les discussions sur la crise et les alternatives continuent d'être fragmentées et sont difficiles à unifier. Les débats sont parfois vagues ou généraux ; ils peuvent idéaliser les traditions locales ou les propositions de mouvements sociaux (comme si, dans ces espaces, les relations de pouvoir étaient équitables). Par conséquent, les contradictions qui surgissent au moment de la mise en œuvre d'alternatives sont, parfois, "balayées sous le tapis". Tel a été le cas avec le concept du Bien-Vivre, par exemple. En dépit du fait que la constitution bolivienne est ancrée dans ce concept, et que les lois et politiques du pays sont définies en fonction de celui-ci, nous constatons que l'extraction des ressources pour exportation continue, détruisant territoires et terres autochtones. Nous remarquons par ailleurs des contradictions au sein du projet de protection du patrimoine naturel, en dépit du fait qu'il s'oppose à la privatisation. En tant que projet et d'espace, la protection du patrimoine naturel demeure genrée et empreinte de patriarcat, tout comme le modèle de ferme familiale locale, que certaines voient comme la solution à l'agro-industrie des multinationales.

Ainsi, nous devons dorénavant faire preuve de vigilance, exiger la repolitisation du développement et poser les questions suivantes devant toute nouvelle proposition sociale ou économique : les perspectives féministes sont-elles intégrées ? Si oui, comment ? Quelles perspectives de droits des femmes et d'autonomisation des femmes a-t-on adoptées ? Comment s'organiser de manière efficace au-delà des frontières, de nos différentes visions de l'égalité et de la nature fragmentée de notre travail ? Nous devons aussi nous pencher sur notre propre

organisation et solidarité. Les mouvements de femmes font actuellement face au défi d'acquérir un pouvoir collectif malgré les considérables menaces issues de la crise systémique. Quels sont les rôles des femmes, des mouvements de femmes et des mouvements féministes à titre d'acteurs politiques ? Que pouvons-nous faire ensemble, nous féministes aux positions politiques parfois radicalement différentes ? Que pouvons-nous faire ensemble en nous alliant aux autres mouvements sociaux et progressifs ainsi qu'aux autres groupes s'efforçant de bâtir de nouveaux modèles de développement fondé sur l'égalité, les droits et la justice ?

Envisager l'avenir

D'autre part, l'heure est aux conférences d'examen des Nations Unies, qui évaluent le modèle de développement dans son ensemble et qui invitent à discuter du cadre de développement post-2015. Toute discussion sur le programme de développement doit être solidement ancrée dans l'ensemble des obligations et accords en matière de droits humains qui n'ont pas encore été appliqués et dans les alternatives durables que les peuples sont en train de mettre sur pied aujourd'hui. Par contre, il faut à tout prix éviter d'ancrer la discussion dans un nouvel ensemble d'objectifs politiquement et matériellement régressifs.

Qui plus est, nous écrivons et réfléchissons à une époque où de courageuses mobilisations, protestations et revendications sociales ont lieu partout dans le monde pour un système radicalement démocratique et juste.

Les femmes bénéficient d'une vaste expérience en matière de stratégies de survie et de résistance devant l'échec du modèle de développement, les crises récurrentes et une insécurité permanente. Le présent article a tenté de jeter la lumière sur cette résistance et de présenter de nouveaux modèles de développement.

Nous continuerons à travailler pour le changement, la justice et pour l'édification de nouvelles politiques et structures économiques qui soient au service des collectivités et des personnes et qui respectent l'éventail complet des droits humains. Nous espérons que cet article (et le processus dans lequel il s'inscrit) enrichira la discussion et favorisera le passage à l'action partout dans le monde. Le Forum de l'AWID visait à donner aux femmes et aux féministes du monde entier un espace pour discuter, analyser, échanger, construire et, comme l'a fait remarquer Christa Wichterich, cultiver des "compétences interculturelles". En plus d'établir de nouvelles stratégies pour l'établissement d'alternatives, le forum visait à faire avancer l'édification de nouveaux modèles de croissance et de développement qui protègent l'environnement et les droits humains de tous les peuples. La discussion, le processus et la lutte continuent, comme toujours.

Notes finales

1. Cet article est paru dans la revue universitaire *Development* (v. 55, no 3), un numéro spécial sur le genre et la justice économique ("Gender and Economic Justice") de la revue phare de la Société internationale pour le développement.
2. Cet article rassemble également certaines des discussions présentées dans un document récemment produit par l'initiative stratégique de l'IDeA de l'AWID (Influencer les pratiques et les acteurs du développement pour les droits des femmes) intitulé "Les cahiers de l'IDeA no 1 : Révision des alternatives aux modèles et stratégies de développement : Contribution spéciale pour le 12e Forum international de l'AWID". Ce document est disponible en ligne sur le site Web de l'AWID.
3. Sauf indication contraire, les noms cités dans l'article correspondent aux interventions des participants lors de la séance approfondie intitulée "Repenser le développement : exploration de conceptions alternatives dans le monde" dans le cadre du Forum international de l'AWID tenu à Istanbul en avril 2012.
4. Pour en lire davantage sur le professeur Boaventura de Sousa Santos, veuillez consulter : <http://www.boaventuradesousasantos.pt>.

Se mobiliser pour l'autonomisation économique des femmes : Accès aux ressources et principes pour le changement

Contribution de Just Associates (JASS)

Contributrices : Lisa VeneKlasen et Alia Khan, JASS

Résumé : Au Forum 2012 de l'AWID, JASS s'est chargé d'organiser la séance approfondie "Access to and Control over Resources: Organizing for Women's EmPOWERment". Le présent article expose certaines des idées principales discutées dans un effort d'élargir la compréhension de l'accès et du contrôle des ressources en effectuant une analyse du pouvoir et des droits. En guise d'illustration, on présentera les dynamiques de pouvoir au sein d'un cas au Guatemala, où les femmes autochtones et leurs collectivités luttent pour voir leur cause reconnue et leurs droits respectés alors que les industries minières menacent d'accaparer leurs ressources. Finalement, JASS propose quelques principes pour le changement dans la lutte pour l'autonomisation économique des femmes. Ces principes s'orientent vers l'établissement d'alternatives qui améliorent la vie des femmes et favorisent la réciprocité, la justice et le bien-être pour les personnes et pour la planète.

Un survol¹

"L'autonomisation... c'est le processus selon lequel les personnes qui s'étaient vues nier la capacité de faire des choix de vie stratégiques font l'acquisition de cette capacité." – Naila Kabeer

"... l'autonomisation désigne une multitude d'activités : de l'auto-affirmation individuelle à la résistance collective, en passant par les protestations et les mobilisations contre... les relations de pouvoir... L'autonomisation... est un processus visant à changer la nature et l'orientation des forces systémiques qui marginalisent les femmes..."

– Srilatha Batliwala

L'accès et le contrôle des ressources sont des questions de pouvoir. Aujourd'hui, la lutte féroce pour le contrôle et l'exploitation des ressources – de la terre aux forêts jusqu'à la technologie, en passant par l'ADN humain – n'est rien d'autre qu'une lutte de pouvoir. Les femmes participent à ce qui peut sembler être un micro combat, mais ce dernier est façonné par des dynamiques "macro" se négociant dans les sphères domestique, communautaire, nationale et mondiale. Se mobiliser pour le renforcement du pouvoir économique des femmes exige une meilleure compréhension de la façon dont le pouvoir opère dans tous les secteurs. Il faut transformer le pouvoir pour atteindre des objectifs plus justes et démocratiques. Cela exige également

d'approfondir notre compréhension de l'accès et du contrôle des ressources depuis une analyse de pouvoir et de droits. Finalement, il faut retenir les stratégies élaborées par les femmes qui misent sur de nombreuses ressources et il faut apprendre de ces stratégies pour créer des alternatives qui améliorent la vie des gens et favorisent la réciprocité, la justice et le bien-être des personnes et de la planète.

Que voulons-nous dire par "ressources" ?

"... non seulement les ressources matérielles dans leur sens économique le plus courant, mais aussi les différentes ressources humaines et sociales augmentent la capacité de faire des choix." – Naila Kabeer

On pense souvent que les ressources désignent l'argent ou des biens économiques. Cependant, nous admettons que les ressources désignent un plein éventail de biens tangibles et intangibles, essentiels pour transformer l'accès en choix et en changement. Ces ressources peuvent être **de nature concrète sur le plan économique et politique** : l'argent, le financement, le crédit, l'emploi, la terre, la propriété, les outils, l'équipement, les fertilisants, le système de santé, l'eau et autres ressources naturelles, la technologie, l'éducation, l'information, les aliments, le logement, la protection par la police, les services juridiques, la représentation politique.

D'autre part, les ressources peuvent être **de nature intangible** : le temps, la sécurité, le bien-être, les réseaux politiques et le capital social, la crédibilité, la confiance en soi, la créativité, l'organisation, l'amitié, le plaisir, l'amour, etc.

Que voulons-nous dire par accès et contrôle ?²

Accès : L'occasion de faire usage d'un objet ou de ressources pour un gain plus important. L'accès reflète les règles et les normes qui gouvernent la distribution et l'échange au sein des différentes enceintes institutionnelles.

Contrôle : La capacité de définir comment et à quelle fin une ressource sera employée ainsi que d'imposer cette définition aux autres. En d'autres mots, "contrôle" signifie aussi pouvoir, qui peut être positif ou négatif dépendant de son usage.

Mythes communs à propos de l'accès : De nombreux efforts et politiques visant à **améliorer l'accès des femmes aux ressources** consistent à rendre la ressource disponible et à améliorer la soi-disant "égalité des chances". De telles approches ne parviennent généralement pas à éliminer la discrimination parce qu'elles ne tiennent pas compte des désavantages historiques et des normes sociales qui empêchent les individus d'accéder à ces chances.

Que voulons-nous dire par pouvoir ?

On trouve des dynamiques de pouvoir et de privilège derrière les questions d'inégalité, d'exploitation et d'oppression. Nous définissons le pouvoir comme le degré de contrôle sur les ressources matérielles, humaines, intellectuelles et financières dans les différents secteurs de la société. Le pouvoir est dynamique et se manifeste dans les relations sociales, économiques et politiques entre les individus et les groupes. Il peut être employé tant à de fins positives que négatives.

On associe souvent le pouvoir à "*l'autorité*", c'est-à-dire, au fait de prendre des décisions pour les autres, avec ou sans leur consentement. L'autorité peut revêtir un caractère oppresseur ou destructeur et peut être perpétrée en employant la violence ou en menaçant d'employer la violence. Cela dit, il existe également d'autres formes positives de pouvoir. Le **pouvoir intérieur** correspond à l'amour-propre et à l'autonomie personnelle, tandis que le **pouvoir partagé** correspond au pouvoir collectif, à

l'union qui fait la force dans le cadre d'une cause commune qui inspire solidarité.

Bon nombre de stratégies de plaidoyer s'adonnent à façonner les manifestations **visibles de l'autorité** : les lois, les politiques et les élections, par exemple. Cependant, *l'autorité* prend également des formes moins tangibles et celles-ci peuvent nuire au succès des politiques si l'on n'y porte pas remède. Le **pouvoir caché** apparaît dans les règles tacites, dans les négociations en coulisses et dans le programme des acteurs et des institutions d'influence. Le **pouvoir invisible** comprend également les croyances culturelles ou religieuses, les normes et les valeurs, dont beaucoup sont internalisées lors du processus de socialisation.

Que voulons-nous dire par construction du mouvement féministe ?

La construction du mouvement désigne le fait de rallier les appuis des nombreuses et nombreux partisans autour d'un changement précis de nature sociale, économique ou politique, ayant été élaboré avec le temps par des analyses conjointes, un travail de sensibilisation et l'établissement de liens. Il est important de distinguer entre les idées de **construction des mouvements féministes et de construction féministe des mouvements** (adapté depuis Srilatha Batliwala, qui faisait en anglais la distinction entre "building feminist movement" et "feminist movement building").

La construction des mouvements féministes est un processus de mobilisation des femmes, des organisations de femmes (et de leurs alliées ou partisans) autour de causes liées à l'égalité des genres. Par exemple, l'éradication de certaines pratiques comme la mutilation des organes génitaux féminins, l'immolation des épouses par le feu, le fœticide féminin, la violence à l'égard des femmes ou l'amélioration de l'accès à la citoyenneté (p. ex., droit de suffrage) à la terre ou les droits d'héritage, à l'éducation, à l'emploi, à la santé ou les droits reproductifs et sexuels.

La construction féministe des mouvements, pour sa part, correspond à l'effort d'intégrer la perspective féministe et d'égalité des genres au sein des autres causes et mouvements. Des exemples classiques comprendraient les efforts déployés par maintes féministes pour intégrer le genre aux analyses, objectifs et stratégies relatives à l'environnement, la paix et les droits humains ainsi que les mouvements paysans et travailleurs

RESSOURCES
(préalables)



AUTONOMIE
(le pouvoir individuel et collectif en action)



CHANGEMENT, DROITS ET JUSTICE
(améliorations de la condition féminine, meilleures chances pour les femmes, alternatives plus justes et viables)

Pour approfondir le sujet :

JASS, page du site Web de l'organisation offrant des ressources en matière d'économie. [En anglais seulement]

Ressources, autonomie et réalisations : réflexions sur les façons de mesurer l'autonomisation des femmes (Naïla Kabeer 1999). Réflète la définition de "ressources" qu'adopte JASS ainsi que les multiples dimensions qui influencent "l'accès" et le "contrôle" des ressources. [En anglais seulement]

Comprendre et mesurer l'autonomisation économique des femmes: définitions, cadre théorique et indicateurs (ICRW 2011) [En anglais seulement]

Notes finales:

1. Adapté à partir du document résumant la séance intitulée "Access to and Control over Resources: Organizing for Women's EmPOWERment" tenue au Forum 2012 de l'AWID.
2. Adapté du document "Making Change Happen 3: Revisioning Power for Justice", Juste Associates, 2006.
3. Adapté de Veneklasen, Lisa et Alia Khan. (2012) "Women's Movements and Economic Power: Connecting the local and the global" paru dans la revue *Development*, 2012, 55(3), Société internationale pour le développement.
4. Cornwall, Andrea et John Gaventa (2001), "Power, Knowledge and Political Spaces in the Framing of Poverty Policy", IDS WP 143 ; et Gaventa, John (2006), "Finding the Spaces for Change: A power analysis", *Exploring Power for Change*, IDS Bulletin 37.6, Brighton, IDS.

de par le monde. La construction féministe des mouvements peut aussi désigner la mobilisation des femmes appartenant à différents mouvements ou travaillant pour différentes causes.

Les idées de Naïla Kabeer, Martha Nussbaum et d'autres ont été adaptées et ont donné lieu à des ressources devenues essentielles pour protéger les droits et réaliser l'égalité. Les femmes requièrent du pouvoir afin de traduire leur accès en gains réels se manifestant dans leur vie et dans le monde. S'attaquer aux obstacles institutionnels et sociaux qui empêchent les femmes d'accéder aux ressources est un acte politique et risqué. Il dépend aussi d'une autonomisation et de stratégies d'organisation individuelles et collectives, comme l'illustrera l'étude de cas. La figure ci-dessus le résume.

Sept principes pour le changement dans la lutte pour l'autonomisation économique des femmes³

1. **Besoins et droits** : La mobilisation pour les droits politiques doit tenir compte des besoins pratiques. Dans un contexte de pauvreté, engager la participation politique des femmes requiert d'appuyer leurs efforts de mobilisation pour l'accès aux ressources économiques – en espèces et propriétés – et pour la liberté qui en découle.
2. **Commencer avec les solutions des femmes** : Comme toujours, quand les États abandonnent leur responsabilité d'assurer les services de base à leurs citoyennes et citoyens, les femmes sont celles qui comblent les lacunes. Des coopératives d'épargnes aux réseaux de soins domestiques en passant par des mères qui demandent justice pour leurs proches, les femmes sont aux premières lignes des luttes de justice sociale. Leur leadership, leurs stratégies et leurs revendications pour de meilleures alternatives sont différentes et importantes. Bien que la société dépende de ce travail, celui-ci reste largement invisible et n'est pas reconnu.
3. **Mettre le pouvoir et la politique à l'avant-plan de notre analyse et de nos stratégies** : Les efforts de traduction des concepts économiques et politiques (y compris les droits) mènent souvent à la simplification d'une terminologie obscure sans la lier à des problèmes économiques ni aux réalités politiques de la vraie vie. Dans bien des cas, il manque à ces programmes une pleine compréhension du pouvoir et de ses incidences sur les stratégies.
4. **Parler aux cœurs et aux esprits** : Pour un changement permanent, les stratégies de réduction

de pauvreté et d'autonomisation doivent aider les gens à bien comprendre et à remettre en question les idées reçues de façon à cerner les institutions et les intérêts qui en bénéficient. La meilleure approche est de mener les gens à comprendre leurs propres circonstances à l'intérieur du contexte des normes existantes et des structures économiques.

5. **Établir des liens entre les mouvements, les ONG et les partisanes** : Les mouvements sociaux ainsi que les ONG doivent prendre le temps de démonter les idées reçues et de veiller à la bonne communication. Bien que l'on parle le même langage du changement (du féminisme à l'antiracisme), celui-ci se prête à différentes interprétations. Nous devons aborder le conflit et négocier nos différends politiques dans le cadre de conversations à cœur ouvert, tout comme nous devons pallier le problème de concurrence pour le financement avec des idées nouvelles et la diversification de notre financement. Nous devons examiner sérieusement les questions épineuses de représentation et de légitimité : Au nom de qui parlons-nous ? Comment pouvons-nous nous assurer que ces voix figurent au premier plan, qu'elles soient visibles et influentes ?

6. **Revoir et approfondir notre compréhension des principaux problèmes économiques et de leurs solutions** : Tandis que certains groupes s'affairent à distribuer les parts du fromage qu'est l'économie, il est aussi crucial de remettre en question les préjugés qui déterminent la taille du fromage et les règles gouvernant les personnes y ayant accès (p. ex., les politiques de placement, les normes du travail, les biens publics). Nous devons également examiner les idéologies qui sous-tendent les programmes économiques dominants et leurs incidences sur nos choix et nos messages stratégiques. En outre, nous devons commencer à définir les idées et les principes qui formeront les assises d'une vision du monde axée sur l'égalité des genres et la justice, de façon à donner le ton à nos messages et aux alternatives pour l'avenir.

7. **Repenser les objectifs et les points d'entrée traditionnels en matière de plaidoyer** : Dans un contexte de ressources et de capacités limitées, il convient de poser la question suivante : quand est-ce qu'un espace politique devient-il utile ? Les espaces politiques institutionnels (OMD, Banque mondiale, par exemple), avec leurs programmes tout faits et cloisonnés, doivent être évalués et comparés aux espaces politiques consacrés aux droits des femmes et aux intérêts en matière de justice économique, autant dans le secteur public que dans le secteur privé.⁴

Guatemala : "Le viol de notre terre nourricière" par la mine d'or Marlin

Plus on s'approche de la mine Marlin, plus on voit des signes de la déforestation et des cicatrices laissées par l'immense projet de développement qui déchire la terre.

La mine Marlin est la plus grande mine d'or du Guatemala, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Elle représente, à elle seule, 95 pour cent des exportations de métaux précieux du pays. Elle appartient à cent pour cent à la société Montana Exploradora de Guatemala, elle-même une filiale en propriété exclusive de la société canadienne d'extraction minière Goldcorp Inc., dont le siège se trouve à Vancouver, Colombie-Britannique, au Canada.

Dans la mine Marlin, le cyanure est utilisé pour séparer les particules d'or de la roche, au cours d'un processus appelé "lessivage". Ce processus a été interdit dans beaucoup de pays mais continue d'être employé au Guatemala. Les opposantes à cette pratique affirment que la substance a contaminé la nappe phréatique et les écosystèmes locaux et qu'elle provoque des maladies.

La Commission pastorale pour la paix et l'environnement (COPAE, selon son sigle en espagnol) et ses membres du mouvement syndical guatémaltèque et des assemblées démocratiques autochtones, estiment que les méga chantiers miniers et hydroélectriques annoncent la troisième grande vague d'exploitation coloniale et néocoloniale.

En premier lieu sont venus les Conquistadores ; il s'ensuivit une vague de spoliation terrienne par la nouvelle oligarchie néolibérale, qui a établi des plantations de café en évincant les populations indigènes et forçant celles-ci à s'installer dans les montagnes. Viennent à présent une vague de mondialisation débridée et la ruée vers l'or.

Les organisations autochtones se sont vues confrontées à une pléthore de meurtres, d'assassinats, de harcèlements, de menaces, de désinformation, d'hostilité, de subornation et de corruption de la part des pouvoirs publics et de leurs cohortes sous la coupe de l'oligarchie.

Au lieu de méga projets, les activistes autochtones réclament un programme national intégré de développement pour revitaliser et sauvegarder l'économie agricole rurale.

Et en ce qui concerne l'extraction minière, ils demandent des contrôles plus stricts sur l'acheminement et la manipulation de substances toxiques ; des études plus détaillées concernant l'impact environnemental ; un système de suivi indépendant ; la constitution d'un fonds de prévoyance pour les catastrophes et les urgences ; une vérification transparente des matériaux extraits ; le libre accès à l'information et un contrôle rigoureux

des effluents provenant des processus industriels d'extraction minière.

"Nous voulons vivre bien, comme n'importe qui, bien entendu", fait remarquer la dirigeante de la communauté K'iche Aura Lolita Chavez Ixcaquic. "Il est encore possible de bien vivre au Guatemala sans or et sans mines. Bien entendu, il nous faut de la nourriture, de l'eau, de la terre et des vêtements. Vous pouvez avoir un véhicule, mais il ne vous en faut pas dix."

"Bien au-delà d'une crise environnementale, nous nous trouvons face à une crise de civilisation", avertit-elle. "Nous croyons pouvoir apporter une contribution vitale à ce débat : comment vivre en harmonie. Il ne s'agit pas d'une bataille. Il n'y a pas de gagnants ni de perdants. C'est la vie qui est en jeu."

"Notre mouvement est un mouvement démocratique et non violent. Nous devons faire en sorte que la communauté internationale soit au courant de la situation. Nous ne sommes pas seuls : 375 000 personnes ont dit 'Non' à la mine Marlin. Nous ne faisons aucunement confiance à ces compagnies minières, compte tenu de leurs activités partout dans le monde."

"Elles ont d'ores et déjà conclu un marché avec le gouvernement. C'est illégal, injuste, illégitime. C'est du capitalisme sauvage, du grand-banditisme économique. Ils nous trompent une fois de plus, cette fois au nom du progrès et du développement."

"Notre conception du bien vivre c'est de vivre en harmonie avec la nature: l'air, l'eau, l'énergie et la terre. Dans notre culture, nous ne parlons pas de ces prétendus progrès et du développement."

"C'est une nouvelle pomme de discorde entre le peuple maya et l'État. Nous avons une conception différente du cosmos et de la vie et ils sont en train de briser la relation entre l'homme et la nature. Qu'y a-t-il en échange ?"

"La terre ne nous appartient pas. Nous devons vivre en harmonie. Ils sont en train de violer notre territoire. Ils violent notre terre nourricière. Il n'y a pas la moindre concertation."

"Ils – l'État, l'armée, les transnationales, les grands propriétaires – se gardent de nous consulter. Ils s'emparent des terres comme s'il s'agissait de leur propriété privée."

Adapté de l'article par David Browne, bulletin Vision syndicale n° 23 de la CSI, août 2011, p. 2 à 5.

L'accès aux ressources communes : Récits d'organisations et de mouvements de femmes en Inde

Adapté de la présentation de Soma Kishore Parthasarathy (disponible en ligne en anglais)

Adapté par Natalie Raaber, AWID

Résumé : Soma K. Parthasarathy, une chercheuse et activiste féministe, était panéliste à la séance approfondie "Repenser le développement : explorer les conceptions alternatives dans le monde" tenue dans le cadre du Forum 2012 de l'AWID. À cette occasion, elle a examiné le lien entre les populations marginalisées, notamment les femmes, et l'accès au patrimoine naturel. Elle s'est principalement centrée sur la nature genrée du patrimoine naturel ainsi que sur les incidences des mesures législatives sur le patrimoine naturel indien. Le présent document est un résumé de sa présentation, qui peut être lue en entier en format PDF sur awid.org (en anglais seulement).

Malgré l'existence d'un éventail de mesures législatives portant sur le patrimoine naturel, Parthasarathy se centre sur deux dispositions législatives : la "Land Acquisition Rehabilitation and Resettlement Act 2010" (soit l'amendement de la "Land Acquisition Act of 1894") et la "Scheduled Tribes and Other Traditional Forest Dwellers Act 2006", qui traite spécifiquement des forêts et des habitants de la forêt.

Elle avance que les personnes appauvries, historiquement marginalisées pour causes multiples (classe sociale, caste, ethnicité, genre), souffrent disproportionnellement des effets néfastes des politiques foncières et de leur mise en œuvre (ou non mise en œuvre). Relevant du domaine de l'État depuis avant l'époque coloniale, les terres non aménagées et communautaires ainsi que les forêts ont été déclarées "domaine éminent". Cela a permis à l'État de déterminer les frontières et normes régissant l'accès à ces terres ainsi que les normes d'usage et de cession des terres et de leurs ressources. Ces mesures opèrent au détriment des groupes marginalisés qui dépendent des terres.

Répercussions

Les politiques foncières ont, dans bien des cas, été façonnées par le paradigme de développement dominant issu de la libéralisation, de la croissance et des politiques orientées vers les besoins du marché. Ainsi, les enclosures, les évictions et les extractions ne sont que des moyens employés à cette fin. Tant et si bien que ceux et celles qui

vivaient jadis dignement du patrimoine naturel et de ses ressources, dans un mode de vie porteur de signification culturelle et relevant d'une autre vision économique et sociale, se voient désormais marginalisées encore davantage. Ces groupes sont ainsi condamnés à vivre, s'agrippant à n'importe quelle possibilité offerte par le modèle économique.

Bien que les mesures législatives foncières aient de graves incidences sur la vie, le statut et le rôle des femmes en matière de développement, la perspective genrée et féministe continue d'échapper aux décideurs. Ainsi, jusqu'à récemment, le discours entourant les questions foncières ne faisait presque jamais mention du genre. En plus des incidences genrées des mesures législatives de l'État, les femmes ainsi que les groupes autochtones et autres groupes sont également touchés par l'exclusion perpétuée au sein de leurs collectivités. Ces groupes, qui cherchent à accéder aux ressources et revendiquent un accès au patrimoine naturel, se heurtent sans cesse aux limites de l'inclusion à l'échelle villageoise ou communautaire. Par ailleurs, les femmes appartenant aux groupes marginalisés au sein des sociétés de subsistance sont celles qui souffrent le plus de la situation.

La loi pour les droits de la forêt (soit la "Forest Rights Act" ou FRA) constitue cependant un dénouement positif. La FRA reconnaît les droits fonciers des femmes, bien que dans une certaine mesure seulement, en tant que titulaires conjointes avec l'époux et en rapport aux autres hommes dans la famille. Parthasarathy approfondit cet aspect dans l'article intégral présenté lors du Forum et disponible en ligne en format PDF.

Résistance

Les luttes plus larges pour les droits fonciers ont rarement intégré la perspective genrée, féministe et de droits humains des femmes. Ces luttes, menées par les habitantes des forêts ainsi que par les personnes dépossédées et déplacées par le projet de développement, prétendent pourtant défendre les intérêts du peuple. Par ailleurs, les protestations initiées par les femmes à un niveau local se voient assujetties au patriarcat une fois que le projet prend de l'élan et acquiert de la visibilité. Les hommes (locaux ou non) dans ce cas maintiendront la dominance des postes de leadership. Cependant, à l'échelle locale, les femmes continuent de se mobiliser et de revendiquer droits, dignité et moyens de subsistance. Elles contestent autant l'État et le modèle de développement dominant que le caractère patriarcal des mouvements.

Bien que fragmenté et local, ce travail intensif des femmes pour se mobiliser, exprimer leurs préoccupations et participer aux négociations a entraîné une prise de conscience et a rendu les femmes plus visibles dans la lutte pour la protection de l'environnement, des forêts et des terres. Ces efforts ont également amené les femmes à l'avant-plan des mouvements contre l'industrialisation, les grands barrages et l'exploitation minière. En plus de leur participation dans les mouvements, les femmes ont aussi cherché à intervenir dans le processus de planification. Elles ont amorcé des négociations avec l'État et les instances gouvernementales locales pour veiller à l'intégration d'un éventail de priorités, notamment l'alimentation et les besoins de subsistance. Elles ont, ce faisant, mis en lumière l'interrelation entre le patrimoine naturel et leur vie. Cela dit,

la partie n'est toujours pas gagnée. Comme le fait remarquer Parthasarathy, malgré différentes initiatives et luttes menées par les organisations communautaires de femmes, les mouvements de femmes n'ont pas encore fait des droits des femmes dans le développement et des ressources naturelles une priorité. Les mouvements des femmes doivent définir leur position et peaufiner leur analyse pour contester l'emprise patriarcale sur la terre ainsi que les politiques, processus et relations en matière de ressources naturelles dans la région. Il est vrai que certains réseaux (comme DAWN), chercheuses, activistes et organisations féministes (comme CWDS et celles qui font partie du processus du FSM) ont déployé de grands efforts pour aborder les enjeux des droits fonciers des femmes. Cependant, on ne fait toujours pas systématiquement le lien entre les droits fonciers des femmes, le développement et les politiques en matière de ressources naturelles dans le cas des femmes pauvres en milieu rural. Cela dit, un pas dans cette direction a été effectué dernièrement : un groupe d'économistes féministes a collaboré avec la commission de planification de façon à intégrer la dimension de genre au processus de planification.

Par le biais de leurs nombreux combats, les femmes ont tracé les sentiers du développement durable, du bien-être et de la dignité. Leur résilience et leurs combats pour revendiquer les terres communes et négocier leurs droits aux ressources de subsistance et en tant que citoyennes à part entière, et ce, même quand les instances de pouvoir conspirent pour privatiser, sont porteurs d'espoir pour une nouvelle vision féministe du développement et de l'égalité.

Les expériences d'autonomisation économique des Indonésiennes chefs de ménage

Adapté de la présentation
de Nani Zulminarni

Révisé par Ana Abelenda

Résumé : L'économie indonésienne, en forte croissance, laisse pour compte chaque année de plus en plus de femmes en milieu rural, qui doivent assumer le rôle de chefs de ménage et assurer la survie de leurs familles face à la pauvreté et à la discrimination. Nani Zulminarni, coordonnatrice nationale indonésienne pour PEKKA (Programme de renforcement du pouvoir des femmes chefs de ménage) et coordonnatrice régionale de l'Asie du Sud-est pour JASS, présente des cas de mobilisation communautaire et d'autonomisation des femmes pour rompre le cycle de pauvreté et d'exclusion.

La pauvreté des Indonésiennes en milieu rural

La population de l'Indonésie se dénombre à environ 250 millions. Le pays connaît l'une des plus fortes croissances dans le monde, ce qui se manifeste dans les indicateurs de croissance positifs et enorgueillit le gouvernement. Cependant, d'immenses inégalités perdurent entre les riches et les pauvres et entre les secteurs ruraux et urbains. Le pays a ouvert son économie aux marchés mondiaux, ce qui a eu des retentissements sur la vie des gens. Une des ces répercussions a été l'exode rural des hommes vers les centres urbains à la recherche de meilleures opportunités d'emploi, laissant derrière grand nombre de femmes souvent en situation d'extrême pauvreté.

Le programme gouvernemental de réduction de la pauvreté s'est avéré insuffisant et inadéquat. Il comprenait principalement deux volets : des transferts en espèces employés pour acheter des votes (la "politique par l'argent") et le microcrédit, qui non seulement s'est vu industrialisé par les banques commerciales, mais qui a aussi encouragé les ONG à prendre le rôle des banques.

Les hommes sont typiquement considérés comme les chefs de famille, mais on calcule qu'environ neuf millions de femmes chefs de ménage échappent aux statistiques, ce qui les exclut des politiques de développement indonésiennes. L'autonomisation des femmes reste aussi un problème, parce que les femmes sans mari se voient comme faibles, incompétentes et sans valeur et donc incapables de s'adapter à leur contexte changeant. D'autres facteurs contribuent à leur pauvreté. Par

exemple, l'alimentation des femmes en milieu rural et de leurs enfants dépend beaucoup de la nature, mais la dégradation de l'environnement rend la production vivrière de plus en plus difficile.

Deux exemples illustrent très bien certains des changements ayant une incidence sur la vie des femmes. Grand nombre d'Indonésiennes chef de ménage en milieu rural s'adonnent au tissage traditionnel. Les femmes achetaient auparavant des produits naturels pour colorer le tissu avec les revenus qu'elles faisaient en vendant leurs produits dans les marchés locaux. Le gouvernement a commencé à leur fournir du fil manufacturé, sous prétexte que cela allait les aider à économiser du temps, denrée précieuse (les tisserandes ont ainsi commencé à employer du fil pour fabriquer leur produit, abandonnant le tissage). Les femmes ont donc changé leur façon de travailler. Cependant, quand la crise a éclaté, le prix du fil manufacturé a augmenté, menaçant du coup le gagne-pain de ces femmes.

Un second exemple porte sur les changements en matière d'alimentation. La plupart des habitants de l'Indonésie rurale mangeaient jadis peu de riz. Cependant, dans les années 1970 et 1980, le gouvernement a mis en œuvre un immense programme de développement comprenant l'installation de plantations de riz dans certaines régions et encourageant la consommation de riz. Le riz a donc commencé à remplacer les cultures indigènes, ce qui a changé la structure de l'alimentation. Puisque certaines régions n'étaient pas adaptées à la culture du riz, les gens ont été forcés d'acheter du riz à un prix plus élevé dans les marchés, alors qu'ils n'en avaient pas véritablement les moyens.

Les femmes pauvres en milieu rural sont devenues les cibles des programmes de développement visant à alléger la pauvreté. Ces programmes ont eu recours aux transferts en espèces, au micro-crédit et aux prêts ; mesures qui ont eu pour seul effet de piéger les femmes et de les rendre dépendantes d'autres instances plutôt qu'indépendantes et autosuffisantes.

Rompre le cycle de la pauvreté : la mobilisation et l'autonomisation des femmes

Comment avons-nous contesté cette situation ? Avec PEKKA, nous avons orchestré la mobilisation de ces femmes pour acquérir une compréhension collective de ce qui rend leur vie difficile. Il s'agissait non seulement d'explorer le pouvoir visible des institutions et des responsables de l'élaboration des politiques en matière de développement ; mais aussi d'explorer le pouvoir invisible, soit les valeurs et les constructions sociales qui maintiennent les femmes subjuguées et complètement dépendantes de leurs maris pour obtenir quelque reconnaissance sociale.

Une des premières étapes consistait à changer la relation avec l'argent et à rompre le cycle de dépendance avec les transferts en espèces ou avec l'argent habituellement distribué par le gouvernement à l'approche d'élections. La première réaction des femmes fut qu'elles sont trop pauvres pour économiser. Cependant, grâce à un exercice de réflexion collective, d'autres idées sont apparues.

Par exemple, certaines donnaient de l'argent à leurs enfants pour qu'ils s'achètent de la malbouffe comme solution rapide alors qu'elles étaient occupées au travail : on a proposé d'éliminer cette dépense. D'autres ont suggéré d'éliminer leur consommation de sucre dans leurs boissons quotidiennes et de la substituer par des fruits disponibles dans leur environnement comme des noix de coco ou des bananes.

Elles ont également commencé à réfléchir collectivement à des façons d'investir leurs économies et en sont venues à la conclusion que la réponse dépendait de qui en avait davantage besoin à un moment donné. Ainsi, les femmes pourraient emprunter un montant, du moment qu'elles seraient en mesure de le rembourser à l'intérieur d'un délai établi.

Des possibilités de prêts s'offrent également aux femmes désireuses d'augmenter leur rendement agricole. Il s'agit là d'un point important parce que les différents programmes de développement en Indonésie rurale ont fait en sorte que les femmes sont passées d'être principalement des *productrices* d'aliments à des *consommatrices* d'aliments. Les légumes qu'elles font pousser dans

leur jardin aujourd'hui ne représentent qu'une petite partie des aliments qu'elles consomment ; elles achètent le reste au marché. La clé était de revaloriser l'idée de cultiver ses propres aliments et par conséquent d'économiser, autant pour soi-même que pour la communauté. Il a aussi fallu retrouver les plantes indigènes. Par exemple, dans l'est de l'Indonésie, les participantes de certains programmes de la PEKKA ont réussi à réintégrer sept espèces de leur aliment de base pour remplacer le riz qui doit être acheté.

Ce système de prêts et d'emprunts permet aussi aux femmes chefs de ménage en milieu rural de mettre en pratique le partage des pouvoirs, leurs compétences de leadership et des notions de démocratie. Indépendamment du montant que les femmes économisent, chaque membre possède un vote. La responsabilisation fait aussi partie du projet étant donné que les femmes membres doivent rendre compte des façons dont elles ont dépensé l'argent et décider ensemble de la prochaine étape. Plus de 50 % des femmes chefs de ménage sont analphabètes, en dépit des affirmations du gouvernement que l'analphabétisme n'existe pas dans le pays. Le processus de mobilisation invite aussi les femmes à apprendre à lire et à écrire dans le cadre de programmes d'enseignement entre pairs. Cet apprentissage renforce à son tour l'importance de revendiquer ses droits et de faire partie des négociations politiques locales. Les femmes consultent également différentes sources de renseignements pour elles-mêmes et pour leur communauté.

Les ménages ayant à leur tête une femme connaissent une croissance rapide. Dans de nombreux villages, les femmes sont à la tête de plus de 50 % des foyers parce que les hommes sont partis vers d'autres pays ou vers les villes pour de meilleures rentes et ne sont jamais revenus. Ces chiffres à la hausse augmentent le pouvoir de négociation des femmes sur le plan politique, notamment au sein du système autochtone qui nie souvent aux femmes les droits fonciers. Les femmes commencent aussi tranquillement à se porter candidates aux charges publiques.

À PEKKA, nous savons que ces résultats ne sont pas parfaits. En effet, l'ennemi peut parfois sembler trop imposant, mais nous avons raison d'espérer. Il y a dix ans, nous amorçons notre travail dans quatre provinces. Aujourd'hui, nous travaillons dans dix-neuf provinces et comptons sur la participation de plus de sept cent cinquante femmes chefs de ménage. Nous connaissons l'importance de revendiquer nos droits et notre dignité ainsi que de combattre différentes formes de pouvoir oppresseur : non seulement le pouvoir visible des décideuses mais aussi le pouvoir invisible des mentalités qui excluent les femmes des processus de développement.

Les expériences de mobilisation communautaire de Kényanes : L'accès aux terres dans un contexte de VIH/sida

Adapté de la présentation d'Esther Mwaura-Muiru

Résumé : Le présent article est issu de la présentation d'Esther Mwaura-Muiru, coordonnatrice nationale et fondatrice de GROOTS Kenya¹, qui a eu lieu dans le cadre de la séance approfondie "Repenser le développement : explorer les conceptions alternatives dans le monde" tenue au Forum 2012 de l'AWID. En puisant dans son expérience de mobilisation communautaire des femmes au Kenya, elle examine les façons dont le VIH/sida a entravé l'autonomie économique des femmes en limitant leur accès aux ressources, notamment la terre, et en aggravant la crise en matière de soins.

L'attitude dominante du monde envers l'Afrique fait surface lors de l'élaboration de programmes et de politiques en matière de développement, notamment dans un contexte de développement international. Les femmes vivant dans la pauvreté au sein de communautés pauvres sont perçues comme de passives bénéficiaires de l'aide, plutôt que comme des actrices et participantes ayant les capacités de contribuer à leur propre développement. Les efforts déployés par les personnes en contexte de pauvreté pour améliorer leur situation sont souvent ignorés et invisibilisés. Ainsi, les agences de développement mesurent le progrès de l'Afrique en citant la quantité d'argent investi dans son développement, sans voir ses taux de pauvreté diminuer substantiellement. En somme, la pauvreté continuera d'augmenter et la situation africaine restera la même jusqu'à ce que le modèle dominant de développement soit remis en question.

La pauvreté en Afrique continue d'être largement le lot des femmes. Elles sont non seulement exclues des discussions pour l'éradication de la pauvreté, mais elles n'ont pas accès aux grandes ressources génératrices de richesses, telles que la terre et le capital. Au Kenya, les femmes disposent d'essentiellement deux façons d'accéder aux ressources fondamentales comme la terre. La première est de nature juridique, où les femmes enregistrent et font l'acquisition d'un titre foncier. Malheureusement, les statistiques montrent que moins de 5 % des Kényanes détiennent des titres fonciers. La deuxième façon concerne les droits en matière de succession gouvernés par des clans traditionnels ou des chefs (principalement des hommes), qui déterminent

l'accès, le contrôle et la propriété des terres. Par ailleurs, l'émergence du VIH/sida en Afrique a gravement menacé l'accès et le contrôle des femmes à la terre et aux propriétés.

Tout comme les ressources allouées par la communauté internationale pour combattre la pauvreté n'ont pas abouti à cet objectif, les ressources destinées à stopper la propagation du VIH/sida et à gérer ses effets n'ont pas atteint leurs cibles. Le VIH/sida a attiré beaucoup d'attention ces deux décennies au sein du programme de développement. D'importantes ressources financières ont été allouées aux pays comme le Kenya. Cependant, peu de ces ressources sont arrivées aux populations. Quand le VIH/sida est devenu un grand problème au Kenya, il s'est avéré évident que certaines personnes et institutions profitaient de la situation. Le VIH/sida était devenu pour ces personnes et institutions un modèle d'affaires lucratif leur permettant de s'enrichir. Les institutions existantes, pour leur part, se voyaient trop faibles pour colmater les brèches du système. En périphérie de ce pillage, les personnes pauvres avaient peine à prendre soin de leurs proches alités, puisque le système de santé étant incapable de gérer ce nombre croissant de malades. Ces derniers ne pouvant plus travailler, les voisins et la parenté se voyaient désormais forcés d'étirer leurs revenus pour alimenter les malades en plus d'eux-mêmes et leur famille. Les soins des malades et l'alimentation des familles sont majoritairement les lots des femmes. Ce système n'était pas viable et de nombreuses vies furent perdues.

Nous nous tournerons maintenant vers la présentation de quelques exemples qui illustrent les

façons dont la mobilisation communautaire des femmes peut amener des solutions pratiques aux problèmes. Les exemples portent non seulement sur le Kenya, mais aussi sur d'autres régions d'Afrique subsaharienne.

La mobilisation des femmes pour l'agriculture biologique

La façon dont la production vivrière et l'alimentation sont organisées à l'échelle nationale exacerbe également les crises alimentaires et en matière de soins. Ces derniers dix à quinze ans, les gouvernements d'Afrique subsaharienne ont partout encouragé l'industrialisation des productions vivrières, principalement en favorisant les semences non biologiques et les pesticides, au nom de la "sécurité alimentaire". L'agriculture non biologique a commencé à éroder le savoir agricole traditionnel, qui, lui, employait les semences locales et bon marché ainsi que des techniques agricoles différentes. Par conséquent, les agriculteurs et agricultrices de subsistance étaient forcés de laisser leurs terres incultivées pour être incapables d'acheter des semences et des fertilisants. Un mauvais contrôle de la qualité a aussi mené à l'augmentation d'intrants agricoles de qualité inférieure, ce qui venait nuire au rendement. Par ailleurs, le changement climatique a compromis la production vivrière locale, provoquant de longues périodes de sécheresse ou de fortes pluies détruisant les récoltes.

Lorsque les agricultrices ont pris conscience des tous ces problèmes, elles ont décidé de méthodiquement évaluer et examiner le système de production vivrière dans leurs communautés. C'est en s'organisant en groupes communautaires menés par des femmes que les agricultrices en sont venues à la conclusion que les méthodes traditionnelles de production vivrière (employant l'agriculture biologique et des cultures résistantes à la sécheresse) constituaient une méthode de production alimentaire alternative importante pour faire face à la crise. Elles ont commencé par des fermes expérimentales employant des intrants biologiques. Armées de l'évidence que l'agriculture biologique offrait un plus haut rendement, elles ont contacté le service-conseil du ministère de l'Agriculture. Initialement, ce dernier insistait sur la plus grande efficacité du modèle industriel non biologique. Les femmes ont cependant continué de pousser pour une solution, soit pour la production vivrière dans le cadre de fermes biologiques collectives et pour un soutien gouvernemental, technique et financier à l'agriculture biologique. Aujourd'hui, la lutte n'est pas terminée, mais ces femmes ont réussi à changer les opinions par rapport à la production alimentaire. Elles bénéficient main-

tenant d'un appui considérable de la part du gouvernement.

Soutenir l'accès des femmes aux terres dans un contexte de VIH/sida

La perte des terres et des propriétés foncières à la mort du mari est un autre grand problème touchant principalement les femmes vivant dans un contexte de VIH/sida, notamment en milieu rural. La parenté du mari blâme souvent les femmes pour la mort de leur fils ou de leur frère du VIH/sida, forçant ainsi la femme à partir et en s'appropriant leurs terres. Dans la plupart des cas, même si les femmes sont titulaires de la terre et bénéficient d'une protection de la loi, elles sont forcées de partir quand les chefs lui refusent protection.

Pour contester cette réalité, les femmes ont organisé ce qu'elles appellent des "Groupes communautaires de surveillance des terres". Menés par des femmes, ces groupes veillent à ce que personne ne s'approprie les terres d'un orphelin, d'une veuve ou de quelconques membres vulnérables de la communauté. Les groupes font aussi un travail de sensibilisation juridique au sein de la communauté et veillent au bon travail des institutions ayant le mandat d'assurer une protection. Ce système de justice informel et communautaire gagne en reconnaissance et est mis en œuvre dans différentes parties du pays. Les groupes ont aussi mené des activités de plaidoyer auprès d'instances gouvernementales pour la reconnaissance officielle du système comme moyen de protéger les droits d'accès et de contrôle des terres ainsi que tout autre objet de valeur appartenant à des femmes et à des orphelins.

Se mobiliser pour surveiller les dépenses budgétaires

Les aidantes naturelles sont devenues soucieuses du poids grandissant du VIH/sida sur les familles démunies, malgré les immenses affectations de ressources qui continuaient d'être allouées au combat de la pandémie. Elles étaient lasses de tous les efforts qu'elles déployaient pour subventionner le gouvernement en fournissant des soins de santé, une situation qui allait de mal en pis avec l'aggravation de la pandémie du VIH/sida. Afin de bien défendre leur cas, les femmes ont commencé à prendre note de leurs contributions au développement. Elles ont commencé à valoriser les activités qu'elles menaient pour faire diminuer la prévalence du VIH/sida et gérer ses effets. Armées de ces renseignements, elles ont pu commencer à discuter de stratégies pour veiller au bon emploi des fonds alloués au VIH/sida. Par le biais de ce travail de suivi et de prise de conscience, les aidantes naturelles

peuvent maintenant réclamer leurs droits : elles comprennent maintenant très bien l'importance de leurs contributions. Elles peuvent ainsi désormais arriver à la table de négociations non pas à titre de plaignantes qui réclament des fonds, mais en tant que femmes qui revendiquent leurs droits. Le projet a également eu des incidences positives sur les façons dont les donateurs, les gouvernements et les ONG travaillent au sein de ces communautés. Grand nombre de ces instances reconnaissent désormais le travail fait par les aidantes naturelles comme partenaires à parts égales dans les efforts pour stopper la pandémie. Il s'agit là d'un aspect clé, car le savoir et le vécu de ces femmes leur permettent d'offrir des solutions novatrices et de juger du meilleur emploi des fonds. Ainsi, les femmes ont cessé d'être des bénéficiaires passives attendant l'arrivée de projets externes pour contribuer à leur communauté.

Il a fallu déployer d'immenses efforts de mobilisation pour veiller à ce que les personnes démunies et directement touchées par les problèmes, notamment les femmes, acquièrent un pouvoir collectif à l'échelle mondiale, nationale et régionale. Les femmes des communautés démunies ont revendiqué un espace pour pouvoir

s'exprimer d'elles-mêmes et influencer le programme de développement. Documenter notre propre savoir a constitué une partie importante de ce travail de construction des mouvements. À GROOTS International ainsi que dans nos réseaux en Amérique latine, en Afrique et en Asie, nous prenons soin de documenter notre savoir et de le diffuser au-delà des frontières. Ainsi, nous avons réussi à générer entre nous une solidarité d'envergure mondiale.

Cela nous a donc permis d'engager la participation d'institutions internationales, comme la Banque mondiale, en influençant leur planification et leur programmation de sorte qu'elles réalisent des investissements pour les personnes pauvres.

Au fil des ans, nous avons vu de nombreuses femmes assumer des rôles de leadership dans leurs communautés. Ces rôles ne figuraient pas seulement au sein du gouvernement, mais bien au sein de leurs propres clans. Un mouvement local et isolé n'aurait pas donné de tels résultats. En effet, c'est l'envergure nationale, régionale et mondiale du mouvement qui nous a permis de demander des comptes à ces acteurs et de prendre la place qui nous est due.

Notes finales

1. GROOTS Kenya est une organisation pour le renforcement des mouvements qui rassemble des groupes communautaires organisés menés par des femmes. L'organisation fait partie de GROOTS International, un mouvement mondial qui amène les différents mouvements organisés internationaux à travailler ensemble et à confronter le pouvoir et le modèle de développement dominant.

Survol des soulèvements populaires arabes : Du Printemps arabe à un moment révolutionnaire passager

Par Ghadeer Malek

Résumé: La série de soulèvements populaires qui a eu lieu partout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) en 2011 et 2012 a ouvert des occasions sans précédent pour le changement. Cependant, jusqu'à quel point les normes patriarcales et genrées entravent-elles la participation des femmes à cette transition ? Les jeunes femmes activistes aux premières lignes se sont réunies dans le cadre de la séance approfondie "Bringing Gender to the Streets: Young women amidst the Arab uprisings" tenue au Forum 2012 de l'AWID pour échanger leurs points de vue et leurs expériences de résistance. Cet article a été présenté par la jeune activiste féministe Ghadeer Malek¹, qui a réfléchi aux occasions et aux défis se présentant aux jeunes femmes qui travaillent à bâtir de nouvelles stratégies pour le changement.

Les soulèvements populaires ayant secoué le monde arabe, début 2011, ont été surnommés le "Printemps arabe". Ils sont survenus à un moment où tout espoir pour le changement au Moyen-Orient ne suscitait que cynisme et désespoir. Les dernières soixante années ont été marquées par la régression économique, la répression politique et la pauvreté civile. Tant et si bien que l'unité arabe n'était plus qu'un idéal auquel les anciennes et nouvelles générations rêvaient avec nostalgie et déception. C'est à ce moment que le "Printemps arabe" est survenu : un effet domino de soulèvements populaires dont les retentissements se sont fait sentir partout dans la région, communiquant aux dirigeants arabes un "ça suffit !" collectif.

Une année plus tard, le discours entourant les soulèvements populaires arabes a abandonné la métaphore du "printemps", prometteur et rempli de possibilités, pour adopter celle de "l'hiver", annonceur d'instabilité et d'insécurité. Avant les soulèvements, l'impérialisme américain travaillait conjointement avec les régimes arabes corrompus pour créer l'illusion que le seul système possible à l'extérieur de la démocratie libérale occidentale était l'islam fondamentaliste et que les libérations massives au Moyen-Orient équivalaient à un déchaînement.

Post-Printemps arabe, les États-Unis et les forces internationales dominantes travaillent conjointement avec d'autres forces et programmes régionaux pour présenter les soulèvements arabes de façon sensationnaliste. On tente

ainsi de dérober les peuples de leur pouvoir et d'en accorder une plus grande part à d'autres, comme l'a illustré la faible couverture médiatique des soulèvements à Bahreïn et au Yémen. On a aussi tenté de présenter les soulèvements populaires arabes en trame hollywoodienne mettant en vedette Facebook et Twitter, plutôt que de discuter des vraies luttes de classe et des dynamiques de pouvoir affaiblissant les structures économiques qui profitent de la marginalisation et de la répression des pauvres.

Les discours libéraux occidentaux et internationaux n'ont pas beaucoup changé depuis les soulèvements populaires. Ils sont encore teintés d'une rhétorique orientaliste qui dépeint les cultures et religions musulmanes et arabes comme violentes, incapables de décider de leur propre destin et, plus important encore, dans lesquelles les femmes ne sont que des victimes passives de cette violence.

En tant qu'Arabes, nous avons aussi remarqué un changement dans notre interprétation des soulèvements. Nous étions d'abord convaincues, avant les événements, que notre dignité appartenait aux régimes fantoches arabes sans intégrité. Nous sommes maintenant confrontées à une nouvelle réalité dans laquelle nous devons protéger les soulèvements des forces internes et externes – qu'ils s'agissent d'interventions de l'OTAN ou d'islamistes – qui menacent de compromettre l'intégrité des soulèvements et de s'accaparer la possibilité de changement pour laquelle tant de personnes ont donné leur vie.

L'histoire a montré que les vides politiques sont vite comblés et que des forces grandissantes opposées se manifestent toujours. Alors que la gauche dans le monde arabe émerge des décombres de la dictature de Mubarak, ceci est accompagné de forces islamistes, de dictateurs militaires et d'anciennes structures persistantes du régime.

Nous avons appris au Forum 2012 de l'AWID quelles étaient les incidences de ces forces sur les mouvements féministes et de droits des femmes. Nous avons entendu à maintes reprises que le meilleur test de l'impact révolutionnaire des soulèvements arabes est dans la profondeur de la transformation des relations sociales de genre. Les processus de démocratisation incluront-ils les femmes ? Quelles forces s'opposent à leur inclusion ? En quoi est-il si difficile d'adopter un discours où les droits des femmes font partie intégrante des droits humains, plutôt que d'être secondaires aux problèmes nationaux ?

Que les soulèvements arabes soient un "printemps" ou un simple moment révolutionnaire passager, les mots d'un manifestant, qui a nettoyé les rues du Caire pendant les 15 premiers jours des soulèvements, sont porteurs d'espoir : "Les 15 derniers jours protégeront la République arabe d'Égypte pour les prochains 50 ans. Tout éventuel dictateur y pensera un million de fois avant de faire ce que Mubarak a fait, parce qu'il ou elle sera toujours confrontée à la question suivante : Vous rappelez-vous du 25 janvier 2011 ?"

Un précédent a été établi : le peuple a renversé l'État et le pouvoir collectif a triomphé sur les intérêts individuels capitalistes. La date de l'autonomisation des Égyptien-ne-s, qui se sont affirmées pour remporter leur propre victoire, est maintenant établie. Cela est-il suffisant ?

Pour approfondir le sujet :

Les femmes et le Printemps arabe
– couverture par OpenDemocracy.
[En anglais seulement]

Une délégation d'activistes du
MÉNA participe au 12^e Forum de
l'AWID.

[En anglais seulement]

Notes finales

1. Ghadeer Malek est une activiste féministe palestinienne qui travaille pour le Programme d'activisme des jeunes féministes (YFA) de l'AWID.

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation associative internationale et féministe qui lutte pour l'égalité de genre, le développement durable et les droits de la femme. La mission que s'est fixée l'AWID est de renforcer la voix, l'impact et l'influence des défenseuses, des organisations et des mouvements des droits de la femme à l'échelle internationale pour faire progresser efficacement les droits des femmes.

Cette publication a été coordonnée par l'initiative stratégique de l'AWID "Influencer les pratiques et les acteurs du développement pour les droits des femmes" (IDeA).

IDeA cherche à amplifier les voix des activistes et des organisations en faveur des droits des femmes au sein de discussions clés sur le développement. Aux côtés de nos alliées, nous construisons des alliances et planifions des stratégies pour influencer les politiques et les pratiques de développement. Notre équipe produit et diffuse également des ressources pour augmenter la capacité des groupes de femmes à participer aux processus politiques sur l'économie et le développement.

Équipe :

Alejandra Scampini, Responsable

Ana Abelenda, Associée de Programme

Nous remercions particulièrement toutes les personnes ayant contribué à l'édition, la traduction, la correction et la conception, notamment Natalie Raaber, Cindy Clark, Lynn O'Rourke, Adrienne Beudry (traducteur), et Ani Colekessian.



© 2013 AWID

Cette publication peut être redistribuée à des fins non commerciales dans tout média sous forme inchangée et intégrale avec mention de l'AWID et de l'auteur.

Cette publication est disponible en ligne sur www.awid.org. Elle est disponible en anglais, français, et espagnol.

Publié par l'AWID à Toronto, à Mexico City et au Cap.

L'AWID remercie de leur soutien généreux de Cordaid, la Fondation Ford, Hivos, la Fondation Levi Strauss, la Fondation Oak, l'Agence suédoise de développement international (Sida), l'Agence suisse de coopération et de développement (SDC), et un contributeur ou une contributrice anonyme.

Ceci est le deuxième numéro des Cahiers de l'IDeA. Le premier numéro est disponible en ligne sur le site de l'AWID. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteures et ne correspondent pas nécessairement à celles de l'AWID.

Contact :

AWID
215 Spadina Ave, Suite 150
Toronto, Ontario
M5T 2C7
Canada
Tel: +1 416 594 3773
Fax: +1 416 594 0330
contact@awid.org